

Études d'histoire religieuse



Léo-Paul Hébert, *Les Clercs de Saint-Viateur au Canada, 1947-1997*, Québec, Septentrion, 2010, 996p.

Pierre Lanthier

Volume 77, 2011

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1008413ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1008413ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société canadienne d'histoire de l'Église catholique

ISSN

1193-199X (print)

1920-6267 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Lanthier, P. (2011). Review of [Léo-Paul Hébert, *Les Clercs de Saint-Viateur au Canada, 1947-1997*, Québec, Septentrion, 2010, 996p.] *Études d'histoire religieuse*, 77, 145–148. <https://doi.org/10.7202/1008413ar>

Tous droits réservés © Société canadienne d'histoire de l'Église catholique, 2011

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

années 1960, mais aussi aux diverses phases de son histoire; l'appui constant du milieu trifluvien qui, de son origine à aujourd'hui, le tire d'embarras aux moments difficiles.

L'auteur expose cette histoire avec clarté dans une langue agréable. Il n'évite pas cependant certaines redites. Ses deux derniers chapitres me semblent briser l'unité du récit; ces faits auraient-ils pu être intégrés aux parties précédentes? Il faut souligner la richesse de l'iconographie et des généreuses légendes qui accompagnent les photographies. L'excellente (et longue) préface de Denis Vaugeois constitue une excellente conclusion si on la lit, comme moi, après avoir parcouru le texte de Panneton. Elle est un bon complément à cette étude qui enrichit l'histoire de l'éducation au Québec.

Nive Voisine
Professeur émérite
Université Laval

Léo-Paul Hébert, *Les Clercs de Saint-Viateur au Canada, 1947-1997*, Québec, Septentrion, 2010, 996 p.

En écrivant ce livre, Léo-Paul Hébert a dû faire face à un dilemme. Que privilégier dans l'histoire des Clercs de Saint-Viateur (CSV) de 1947 à 1997? D'une part, il y a les vastes réalisations de cette congrégation au Canada et ailleurs dans le monde. Et de l'autre, les transformations survenues: comment une congrégation parmi les plus influentes du Canada français à la veille de la Révolution tranquille s'est-elle trouvée, quelques décennies plus tard, en voie de lente disparition?

Rendre compte de ces deux réalités dans un même livre justifie aisément les mille pages qui le composent. Cela explique également la difficulté à construire un plan. Les trois parties retenues (1- Vue d'ensemble; 2- Évolution de la congrégation; 3- Réalisations des Clercs de Saint-Viateur), entraînent des répétitions et la dispersion des thèmes abordés. Par exemple, où parler des juvénats et de leur disparition? Dans la deuxième partie ou dans la suivante? Les choix effectués par l'auteur n'ont pas été faciles et forcent parfois le lecteur à sauter d'une partie à l'autre afin de reconstituer la trame des événements.

Ce livre n'est pas de lecture aisée. Il aurait gagné à être plus synthétique. Son auteur aurait dû prendre plus de distance par rapport aux documents qu'il utilise et expliquer davantage certains événements. Par exemple, en quoi consiste l'« affaire Focus », page 355? Le lecteur peu familier avec cette affaire est condamné à faire sa propre (et très incomplète) reconstitution à travers les réactions des autorités, que l'auteur résume dans les pages

suivantes. En outre, l'ouvrage contient quelques imprécisions. C'est ainsi que les tableaux 8 et 9, pages 56 et 57, ne donnent pas toujours les mêmes totaux alors qu'ils le devraient.

Cela dit, le livre de Léo-Paul Hébert offre une mine exceptionnelle de renseignements pour qui s'intéresse à cette période difficile traversée par l'Église canadienne. De 1 711 prêtres et frères qu'ils étaient en 1957 partout dans le monde (dont 1 131 au Canada), les CSV ne sont plus que 692 en 2006, avec un âge moyen de 73 ans au Canada (p. 56 et 518). Depuis la seconde moitié des années 1960, le déclin est continu. La génération des baby-boomers a fait défection. Il est courant de dire que la révolution sexuelle a eu raison de la religion, qu'elle est à l'origine de la crise des vocations. Certes, l'auteur mentionne l'obstacle qu'est devenu le vœu de chasteté pour les jeunes recrues (p. 134). De nos jours encore, le célibat des prêtres reste une préoccupation au sein des communautés religieuses (p. 918-919). Mais devons-nous nous contenter de cette explication ? Le livre du père Hébert offre d'autres pistes qui ne sont pas moins intéressantes.

Les CSV ont eu jusqu'à quatre provinces religieuses au Canada (Montréal, Joliette, Abitibi et Rimouski), qui ont fusionné en une seule en 1994, la province du Canada. À ces provinces se rattachaient des missions hors de l'Occident, comme au Japon, à Taiwan et au Pérou. Les prêtres et les frères de la congrégation avaient donc de vastes territoires à couvrir.

Et ils les ont bien couverts. En ne se tenant qu'au seul cas canadien, les CSV ont laissé un imposant héritage, en particulier dans le domaine de l'éducation. Les Clercs se sont souvent définis comme des éducateurs (p. 912-3). Ils ont enseigné à tous les niveaux, du primaire à l'universitaire. Ils ont dirigé cinq jувénats et cinq collèges classiques, dont le Séminaire de Joliette et le collège Bourget de Rigaud. En 1947, ils avaient la charge de 9 écoles secondaires publiques ; de 1948 à 1997, ils en ouvrent 34 autres (p. 575). On les retrouve également dans la formation musicale et agricole, ainsi que dans l'enseignement des sourds-muets et des aveugles. Par ailleurs, ils ont publié de nombreux manuels scolaires (dont le Farley-Lamarche en histoire du Canada). Aux œuvres éducatives s'en ajoutent d'autres comme le service des saints autels et l'animation de mouvements sociaux et de jeunesse. N'oublions pas enfin diverses réalisations individuelles, notamment dans les arts et la littérature : parmi elles, mentionnons celles de Wilfrid Corbeil, à l'origine du Musée d'art de Joliette ; de Léo Bonneville, directeur de la revue *Séquences* ; et de Fernand Lindsay, qui a fondé le Festival international de Lanaudière.

L'étendue des activités des CSV est remarquable. Mais tout aussi remarquables sont les changements survenus depuis 1947. Les CSV avaient tout pour eux à la veille de la Révolution tranquille. Et c'est avec le plus

grand enthousiasme qu'ils s'y sont engagés. Misant sur un recrutement religieux soutenu comme par le passé, ils ont lancé d'ambitieux projets dans les années 1960, comme le déménagement de la maison générale du Canada dans un vaste complexe immobilier à Rome, ainsi que les agrandissements du scolasticat Saint-Charles à Joliette et de l'école normale de Rigaud. Ces investissements ont grevé les finances de la congrégation, qui a dû se départir d'une partie de son patrimoine immobilier pour se tirer d'affaire.

Cet épisode a-t-il placé les CSV dans une position défensive dans le rapide changement qui se produisait alors dans l'enseignement québécois ? C'est une hypothèse à vérifier. En tout cas, la plupart de leurs institutions ont dû fermer leurs portes ou être laïcisées et le processus s'accélère quand on se rapproche de l'an 2000. Le séminaire de Joliette devient Cégep en 1968 et la vente des immeubles suscite des tensions avec le diocèse. À la fin, il ne reste plus que les collèges Bourget et Champagneur (Rawdon). Les CSV continuent certes à enseigner dans les établissements laïques, mais à titre individuel et non plus en tant que congrégation.

Les Clercs ont cru bon s'adapter au changement avec de nouvelles politiques. On en profite pour démocratiser le fonctionnement de la congrégation, on encourage les vies communautaires ou fraternités. À la fin des années 1970, on accueille des « associés », des personnes (des deux sexes) qui partagent les objectifs des CSV sans cependant prononcer leurs vœux. En 1998, on en compte 166, dont 44 au Canada (p. 531). Mais surtout, à partir des années 1970, on déplace l'œuvre viatorienne de l'éducation vers la pastorale, si bien qu'en l'an 2000, il n'y a plus que 21 % des CSV dans l'enseignement (p. 510). La pastorale, pour sa part, a été pratiquée d'abord en milieu scolaire, ensuite dans les paroisses et dans divers organismes sociaux. Et malgré la fermeture de nombreuses paroisses, surtout après 1980, il en reste encore 42 en 1997 dans lesquelles interviennent les CSV.

Cette évolution ne s'est pas faite sans friction au sein même de la congrégation. Beaucoup ont quitté les ordres. Quel sens donner à une congrégation dont les membres se comportent de plus en plus comme des prêtres séculiers ? Les doutes n'ont pas manqué sur l'orientation retenue. En 1979, un capitulant remarquait : « Si nous avions conservé nos écoles, je me demande si nous n'aurions pas plus de vocations » (p. 623). On aurait pu recruter davantage dans les missions. Il semble toutefois que les CSV aient hésité à s'engager dans cette voie (p. 835).

Ennuis financiers, graduel retrait de l'éducation, qui constitue pourtant le cœur de leurs activités, réformes aux effets limités, autant d'éléments qui ont précipité la congrégation dans une pente dont elle peine à se sortir. L'important ouvrage de Léo-Paul Hébert et sa riche information ouvrent

bien des pistes de recherche sur l'Église canadienne depuis la Révolution tranquille.

Pierre Lanthier
Département des sciences humaines et CIEQ
Université du Québec à Trois-Rivières

Stéphane-D. Perreault et Sylvie Pelletier, *L'institut Raymond Dewar et ses institutions d'origine. 160 ans d'histoire avec les personnes sourdes*, Québec, Septentrion, 2010, 432 p.

Publié à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de fondation de l'Institut Raymond-Dewar (IRD), cet ouvrage relate l'histoire des institutions francophones pour personnes sourdes fondées à compter du XIX^e siècle. Fruit d'une volonté de cette communauté de rendre hommage à leur *alma mater*, comme le signale l'introduction signée par Pierre-Paul Lachapelle, directeur général de l'IRD qui a lancé le projet en 2001, il s'agit donc d'un ouvrage de commande où les établissements occupent clairement le devant de la scène. Ceux et celles qui s'intéressent à l'histoire des personnes marginalisées y trouveront néanmoins des pistes de réflexion intéressantes.

Le livre s'ouvre sur le contexte qui a présidé à la création des premières institutions pour en suivre l'évolution jusque dans les années 1880. C'est en raison des nouvelles préoccupations concernant l'éducation des masses dans les sociétés en voie d'industrialisation que s'impose l'idée d'éduquer les sourds nous dit Stéphane-D. Perreault, auteur des quatre premiers chapitres. L'activisme religieux de monseigneur Ignace Bourget assurera que cette mission soit remise entre les mains de deux communautés religieuses, les Clercs de Saint-Viateur pour les garçons et les sœurs de la Providence pour les filles; jusqu'aux années 1960, ce sont ces deux congrégations qui les accueilleront, la formation religieuse occupant une place centrale dans le projet éducatif qu'on leur réserve. Les trois chapitres suivants racontent l'évolution des deux établissements jusqu'à la Révolution tranquille, en insistant, parfois lourdement, sur les péripéties qui ont entouré la construction, les agrandissements et l'aménagement de leurs immeubles, leurs difficultés financières, de même que les cérémonies entourant la célébration de multiples anniversaires dans les années 1940. Les dirigeants et enseignants des deux institutions sont également à l'honneur dans ces pages qui rappellent leur rôle de pionniers et de pionnières dans l'éducation des personnes sourdes, plusieurs faisant des séjours aux États-Unis ou en Europe pour acquérir une formation.

Ces quatre premiers chapitres lèvent néanmoins le voile sur la perception et l'éducation des personnes sourdes au Québec jusqu'au milieu du